

**16^e session**

New York, 7-17 décembre 2020

**Élection des membres du
Comité du budget et des finances****Note du Secrétariat**

1. Le 25 février 2020, le Bureau de l'Assemblée des États Parties (« l'Assemblée ») a décidé que l'élection de six membres du Comité du budget et des finances aurait lieu lors de la dix-neuvième session de l'Assemblée devant se tenir du 7 au 17 décembre 2020. La période de présentation des candidatures pour les six sièges à pourvoir au Comité du budget et des finances s'est tenue du 8 juin au 30 août 2020 (Heure de l'Europe centrale).

2. Le Comité du budget et des finances a été établi par l'Assemblée dans sa résolution ICC-ASP/1/Rés.4 du 3 septembre 2002. Le mandat du Comité figure dans l'annexe de la résolution. Le paragraphe 2 de l'annexe de cette résolution a été modifié par l'Assemblée dans sa résolution ICC-ASP/2/Rés.5 du 12 septembre 2003.

3. La procédure pour la présentation des candidatures et l'élection des membres du Comité a été établie par l'Assemblée dans sa résolution ICC-ASP/1/Rés.5. Le paragraphe 15 de cette résolution a été modifié par la résolution ICC-ASP/2/Rés.4 du 12 septembre 2003. Conformément au paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Rés.5, pour toute candidature, il doit être indiqué de quelle manière le candidat répond aux exigences du paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Rés.4 c'est-à-dire être un expert d'un État Partie dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

4. La répartition des sièges entre les groupes régionaux pour la première élection a été déterminée comme suit au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Rés.5 :

- (a) Deux sièges pour le Groupe des États d'Afrique ;
- (b) Deux sièges pour le Groupe des États d'Asie ;
- (c) Deux sièges pour le Groupe des États d'Europe orientale ;
- (d) Deux sièges pour le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes ; et
- (e) Quatre sièges pour le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

5. Les six membres dont le mandat se terminera le 20 avril 2021 appartiennent aux groupes régionaux suivants :

- (a) États d'Afrique, un siège ;
- (b) États d'Asie-Pacifique, deux sièges ;
- (c) États d'Europe orientale, un siège ;
- (d) États d'Amérique latine et des Caraïbes, un siège ; et
- (e) États d'Europe occidentale et autres États, un siège.

6. Comme l'exige le paragraphe 9 de la résolution ICC-ASP/1/Rés.5, aucun effort ne sera épargné pour élire les membres du Comité par consensus, sur la base d'une recommandation du Bureau. En vertu du paragraphe 10, en l'absence d'un consensus, l'élection est considérée comme une question de fond et régie par les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 112 du Statut de Rome qui dispose que :

« 7. Chaque État Partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible et à moins que le Statut n'en dispose autrement :

- (a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des États Parties constituant le quorum pour le scrutin. »

7. Conformément au paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Rés.5, l'élection se déroule au scrutin secret. On peut déroger à cette exigence si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir, ou dans le cas de candidats appuyés par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément que telle ou telle élection fasse l'objet d'un vote.

8. En vertu du paragraphe 12 de la résolution, les personnes élues sont les candidats de chaque groupe régional qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.

9. À la date de clôture de la période de présentation des candidatures, le 30 août 2020, six candidatures avaient été reçues.

10. Sur les six candidatures, l'une était présentée par le Groupe des États d'Afrique, deux par le Groupe des États d'Asie-Pacifique, une par le Groupe des États d'Europe orientale, une par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et une par le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

11. Conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Rés.5, une liste dans l'ordre alphabétique anglais de tous les candidats présentés, accompagnée des documents pertinents est incluse dans l'annexe à la présente note.

Liste alphabétique des candidats (avec exposé des qualifications)

[Original : anglais]

Table des matières

	<i>Nom</i>	<i>Nationalité*</i>	<i>Page</i>
1.	Druml, Werner	(Autriche)	3
2.	Gharaibeh, Fawzi	(Jordanie)	5
3.	Harimoto, Yukiko	(Japon)	9
4.	Sánchez, Mónica	(Équateur)	11
5.	Shava, Margaret Wambui Ngugi ...	(Kenya)	14
6.	Sopková, Elena	(Slovaquie)	26

* Également l'État/les États proposant la candidature sauf indication contraire.

1. Druml, Werner (Autriche)

[Original : anglais]

Note verbale

L'ambassade de la République d'Autriche présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties et, en référence à la Note verbale ICC-ASP/19/SP/12 du 16 mars 2020, a l'honneur de présenter la candidature de Son Excellence l'ambassadeur Werner DRUML au poste de membre du Comité du Budget et des Finances.

Son Excellence l'ambassadeur Druml, actuellement vice-président du Comité du Budget et des Finances, jouit d'une vaste expérience des questions budgétaires et financières et il est devenu un expert du budget de la Cour pénale internationale à la faveur de son affectation au poste d'ambassadeur de la République d'Autriche au Royaume des Pays-Bas, au cours de laquelle il a été facilitateur du budget du Groupe de travail de La Haye pendant quatre années consécutives et coordonnateur du budget lors des douzième, treizième, quatorzième et quinzième sessions de l'Assemblée des États Parties.

Un *curriculum vitae* fournissant plus d'information sur les qualifications et l'expérience de Son Excellence l'ambassadeur Druml est donnée en pièce jointe.

Curriculum vitae

Données personnelles

Date et lieu de naissance : 9 mai 1951 à Linz, Autriche.

Nationalité : autrichienne.

État civil : marié, deux enfants adultes.

Formation universitaire

1974 : Doctorat en droit (*Doctor iuris*), université d'Innsbruck, Autriche.

1978 : Master en relations internationales, université Johns Hopkins, faculté des hautes études en relations internationales (SAIS), Washington D.C.

Langues

Allemand (langue maternelle), anglais (courant), français (courant), espagnol (avancé).

Carrière professionnelle

Carrière au sein de la diplomatie autrichienne (retraité) :

1991-1995 : Ambassadeur au Nigéria ;

1995-1999 : Ambassadeur en Libye ;

2000-2005 : Directeur chargé de l'environnement au ministère des Affaires étrangères de l'Autriche ;

2005-2009 : Ambassadeur au Mexique ;

2009-2012 : Ambassadeur de l'État hôte au ministère des Affaires étrangères de l'Autriche ;

2012-2016 : Ambassadeur aux Pays-Bas, représentant permanent auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) ;

Depuis 2017 : Professeur auxiliaire à l'université Webster, Vienne ;

Depuis 2020 : Membre du Comité du Budget et des Finances (actuellement vice-président).

Expérience professionnelle particulière

2009-2012 : Ambassadeur de l'État hôte à Vienne

- Chargé des questions budgétaires pour les activités ayant trait aux conférences des organisations internationales sises à Vienne (budget approximatif : 300 000 euros par an) ;
- Membre de deux conseils consultatifs du Centre international de conférences autrichien (*Austria Centre Vienna*) ;
- Chargé de mission dans le cadre du projet alors en cours de construction du *Vienna International Centre/VIC* (pour un budget total d'environ 102 millions d'euros) ;
- Chargé de mission et de supervision, pour le compte de l'État hôte, des investissements de capitaux et des remplacements, de la gestion et de la maintenance des bâtiments accueillant des conférences des organisations du *VIC*, entre autres.

2012-2016 : Ambassadeur d'Autriche au Royaume des Pays-Bas

Coordonnateur du budget du Groupe de travail de La Haye et Coordonnateur du budget lors des douzième, treizième, quatorzième et quinzième sessions de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Dans ce cadre :

- Instructions et interaction avec le Comité du Budget et des Finances (CBF) et le Vérificateur externe sur un large éventail de questions administratives et financières ;
- Contacts intensifs avec les responsables des divers organes de la Cour pénale internationale ; et
- Acquisition d'un savoir institutionnel, entre autres, sur les processus budgétaires internes, le cadre de gouvernance et le fonctionnement interne de la Cour pénale internationale, sur les procédures judiciaires et leurs implications budgétaires, sur la réforme institutionnelle et les exigences en matière de gestion.

Depuis avril 2020 : Membre du Comité du budget et des finances (élu vice-président).

2. Gharaibeh, Fawzi (Jordanie)

[Original : anglais]

Note verbale

L'ambassade du Royaume hachémite de Jordanie auprès du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie a décidé de présenter la candidature de S.E. Fawzi Gharaibeh en vue de la réélection de l'intéressé au Comité du budget et des finances de la Cour.

M. Gharaibeh possède une réputation et une expérience en matière financière reconnues aux niveaux national et international, comme cela ressort du curriculum vitae ci-joint.

Curriculum vitae

Informations personnelles

Lieu de naissance : Jordanie
 Année de naissance : 1943
 Nationalité : jordanienne
 État civil : marié, trois enfants
 Langues : arabe (langue maternelle), anglais, français (non couramment)

Éducation

1972 Doctorat en gestion d'entreprise, Université du Wisconsin (États-Unis d'Amérique)
 1968 MBA (mastère de gestion), Texas Tech University (États-Unis d'Amérique)
 1965 Licence (sciences commerciales) avec mention, université du Caire (Égypte)

Poste actuel

Professeur émérite, Université de Jordanie.

Postes antérieurs

2009-2014 : Fondateur et Président de l'Université A'Sharqiyah (Sultanat d'Oman).
 2012-2013 : Président du conseil d'administration de l'Université scientifique et technologique (Jordanie).
 1999-2000 : Président du conseil d'administration de la *Phosphate AMD Mining Corporation* (Jordanie)
 1998-1999 : Ministre de l'Éducation (Jordanie).
 1991-1998 : Président de l'Université de Jordanie.
 1986-1990 : Vice-président de l'Université de Jordanie.
 1983-1986 : Doyen de la Faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie.

Titres académiques

- 1981 : Professeur à l'Université de Jordanie.
- 1976-1981 : Professeur associé à l'Université de Jordanie (Jordanie).
- 1972-1976 : Professeur assistant à l'Université de Jordanie (Jordanie).
- 1978-1979 : Professeur invité, LBJ School of Public Affairs, Université du Texas, Austin, (États-Unis d'Amérique)
- 1978 : Professeur invité (pour l'été), *Portland State University*, (États-Unis d'Amérique).

Fonctions occupées (sélection)

- 2006-2009 : Membre du conseil d'administration de l'Université de Balqa (Jordanie).
- 2006-2009 : Membre du Conseil consultatif de la *Graduate School of Business Administration*, Université germano-jordanienne.
- Depuis 2003 : Membres du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale, La Haye, Pays-Bas.
- 2003-2009 : Membre de la Royal Scientific Society (Jordanie).
- Depuis 2003 : Membre du conseil d'administration de la Fondation Roi Hussein de Jordanie.
- 2003-2006 : Membre du conseil d'administration de l'Université scientifique et technologique (Jordanie).
- 2003-2006 : Membre de la Commission supérieure des professions comptables.
- 2001-2009 : Membre du conseil d'administration du Centre d'études stratégiques de l'Université de Jordanie.
- 2001-2005 : Membre du conseil exécutif de l'UNESCO, Paris, France.
- 1998-2003 : Vice-président du Conseil de l'enseignement supérieur (Jordanie).
- 1995-1998 : Membre du conseil d'administration de l'Institut d'études diplomatiques (Jordanie).
- 1995-1998 : Membre du conseil exécutif de l'Association internationale des universités, Paris (France).
- 1994-1998 : Membre de la Commission jordano-américaine d'échanges culturels internationaux (Fulbright)
- 1991-2004 : Membre du Conseil de l'enseignement supérieur (Jordanie).
- 1991-1994 : Président du Comité d'évaluation de l'enseignement supérieur (Jordanie).
- 1991-1993 : Membre du Comité des conseillers économiques du Gouvernement jordanien.
- 1991-1994 : Membre de l'Association comptable américaine.
- 1991-2009 : Président de l'Association des anciens élèves jordaniens des universités et instituts des États-Unis.
- 1989-1991 : Membre du conseil de direction de l'Université de Pétra (Jordanie).
- 1989-1990 : Membre du Comité national chargé de rédiger la Charte nationale jordanienne.
- 1986-1991 : Président du Comité chargé d'évaluer les diplômes accordés par des universités étrangères (Jordanie).
- 1985-1992 : Membre du Comité consultatif auprès de la Faculté de sciences administratives et économiques de l'Université du Qatar (Qatar).

Création de nouvelles universités

Cofondateur et associé (jusqu'en 2005) de l'université privée de Pétra, Jordanie.

Consultations

Consultations relatives à divers domaines de l'enseignement supérieur, des affaires et de l'économie.

Conférences

- Sur l'enseignement supérieur ;
- Sur les affaires l'économie ;
- Sur les questions du Moyen-Orient ; et
- Sur les questions culturelles.

Distinctions

- Médaille de l'indépendance, premier ordre.
- Médaille d'excellence de l'éducation.

Publications

A. *Ouvrages (en anglais)*

- *The Economics of the West Bank and the Gaza Strip*, Boulder, Westview Press, 1987, États-Unis
- *The Badia of Jordan: A Process of Change*, Amman: University of Jordan Press, 1987 (ouvrage collectif).
- *The Bedouin of Jordan: A People in Transition*, Amman Royal Scientific Society Press, 1987 (ouvrage collectif).
- *The small and Handicraft Industries in Jordan:1976*, Amman : Industrial Development Bank, n.d. (ouvrage collectif).

B. *Ouvrages (en arabe)*

- Les problèmes contemporains en Jordanie (édition et introduction), Amman et Beyrouth, Fondation Abdel Hamid Shoman et Institut arabe pour les études et les publications, 2001.
- Principes comptables, New York, John Wiley AMD Sons, 1983 (ouvrage collectif).
- La comptabilité pour les cadres, Amman, éditions El-Dustour, 1982 (en collaboration).
- Recherche méthodologique en sciences sociales et en littérature, Amman, Royal Scientific Society Press, 1977 (ouvrage collectif), troisième édition, 2002.
- La comptabilité analytique : Principes, procédures et contrôle, Amman, Philadelphia Publishing House, 1975.

C. *Articles (en anglais)*

- « Bedouin Settlement: Organizational, Legal and Administrative Structure: The Experience of Jordan », in Galaty, John G., Aronson, Dan et Salzman, Philip Carl, éditeur, *The future of Pastoral Peoples*, Ottawa : Centre de recherches pour le développement international, 1981 (en collaboration).
- « Foreign Companies in Jordan: Problems and Prospects », *Arab Journal of Administration* (octobre 1979) (en collaboration).
- « West Asia and Southeast Asia: A Commentary », *Economic Relations Between West Asia and Southeast Asia*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1978.

- « Conditions of Some Working Women in Jordan », *Arab Journal of Administration*, 1978, (en collaboration).
- « Doing Business in the Arab World: Problems and Prospects », *The Arab World Business Opportunities*, Singapour : Compa Publications, 1977 (en collaboration).
- « Amman Region and its Weight in Jordan's Economy », *Orient*, 1976 (ouvrage collectif).

D. *Articles (en arabe)*

- « La relation entre les bénéfices et les rendements des actions sur le long terme : reproduction et extension », *Jordan Journal of Business Administration*, 2008 (ouvrage collectif).
- « Rôle des flux de trésorerie et des charges à payer pour expliquer les rendements des actions », *Jordan Journal of Business Administration*, 2008 (ouvrage collectif).
- « Prédire les entreprises en difficulté en Jordanie : approche évolutive multidimensionnelle », *Dirasat*, 2008 (en collaboration).
- « L'éducation en Jordanie et les enjeux du XXI^e siècle », *Contemporary Issues in Jordan*, 2001.
- « Corrélation entre la valeur bêta des variables comptables et du marché comme mesure du risque systémique dans les entreprises cotées en Jordanie », *Dirasat*, 1996 (en collaboration).
- « Utilisation des ratios financiers afin de prédire le succès des entreprises industrielles en Jordanie », *Dirasat*, 1990 (en collaboration).
- « Les états financiers annuels des entreprises industrielles jordaniennes et leur pertinence aux fins de décisions d'investissement », *Dirasat*, 1990 (en collaboration).
- « Teneur des états financiers annuels des entreprises jordaniennes : chiffre d'affaires », *Dirasat*, 1989 (en collaboration).
- « Publication en temps et en heure des états financiers des entreprises industrielles jordaniennes », *Dirasat*, 1988 (en collaboration).
- « Teneur des états comptables des entreprises industrielles jordaniennes », *Abhath Al-Yarmouk*, 1988 (en collaboration).
- « Préviation de l'échec dans les entreprises industrielles jordaniennes grâce à l'analyse des ratios financiers », *Dirasat*, 1987 (en collaboration).
- « Divulgarion de l'information dans les états financiers annuels des entreprises industrielles jordaniennes », *Dirasat*, 1986 (en collaboration).
- « Ampleur de l'utilisation des systèmes de comptabilité analytique dans les entreprises industrielles jordaniennes », *Dirasat*, 1986 (en collaboration).
- « L'inflation dans la comptabilité des entreprises jordaniennes : étude de cas », *Economics AMD Administrative Research*, 1981.
- « La fonction comptable et le directeur comptable dans les entreprises jordaniennes », *Dirasat*, 1981.
- « L'utilisation d'équations simultanées dans l'allocation des coûts du service d'un département : étude de cas », *Journal of Business Research*, 1980.
- « Tendances en matière d'investissements en Jordanie », *Businessmen*, 1978.
- « Le contrôle interne des entreprises : évaluation quantitative », *Dirasat*, 1976 (en collaboration).
- « L'industrie moderne de la construction : étude de cas », *Dirasat*, 1975 (en collaboration).
- « Utilisation de la programmation linéaire dans l'allocation des coûts fixes : cas de l'entreprise fabriquant papiers et cartons, actes de la deuxième conférence annuelle sur les recherches opérationnelles, Le Caire, Société égyptienne de recherche appliquée, 1975.

3. Harimoto, Yukiko (Japon)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade du Japon auprès du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, en référence à la note du Secrétariat ICC-ASP/19/SP/12, a l'honneur de l'informer que le Gouvernement du Japon a décidé de présenter la candidature de Mme HARIMOTO Yukiko au titre de membre du Comité du budget et des finances pour le mandat de 2021 à 2023 pour les élections devant se tenir lors de la dix-neuvième session de l'Assemblée des États Parties prévue à New York du 7 au 17 décembre 2020.

Mme HARIMOTO jouit d'une autorité reconnue et a l'expérience des questions financières au plan international. Elle est actuellement conseillère et consultante juridique à l'Ambassade du Japon auprès des Pays-Bas et officie en tant que représentante du Japon auprès de la Cour pénale internationale et d'autres organisations internationales, où elle a prouvé son expertise et sa capacité à mener les choses dans les négociations internationales, notamment s'agissant du budget ordinaire et d'autres questions relatives à la Cour. De 2014 à 2017, Mme HARIMOTO a été Secrétaire générale adjointe de l'Asian-African Legal Consultative Organization (AALCO) et supervisé les opérations relatives au budget, à l'audit et à la comptabilité de cette organisation. De 2010 à 2013 elle a été Première secrétaire de la section UNOV/ONUDI de la Mission permanente du Japon auprès des organisations internationales à Vienne (Autriche), où ses responsabilités incluaient la réforme de la gestion, la supervision et le budget de l'ONUDI. Elle a également alors siégé en tant que membre du comité de pension du personnel de l'ONUDI. Les autres responsabilités de Mme HARIMOTO ont comporté la supervision et le budget du HCR, du PNUD et de la FNUAP. Elle doit être réaffectée au Ministère des affaires étrangères du Japon à Tokyo cet été.

L'expérience et l'expertise de Mme HARIMOTO, telles que mises en avant dans son curriculum vitae, témoignent du fait que sa candidature satisfait aux critères énoncés au paragraphe 2 de l'Annexe de la résolution établissant le Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.4), aux termes desquels les membres du Comité doivent être des experts dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

Depuis l'établissement de la Cour pénale internationale, le Japon n'a eu de cesse de soutenir les activités de l'institution. Étant devenu officiellement un État Partie au Statut de Rome le 1^{er} octobre 2007, il a systématiquement versé la contribution la plus élevée au budget de la Cour et entend en rester un fervent défenseur. La décision du Gouvernement du Japon consistant à présenter la candidature de Mme HARIMOTO à l'élection du Comité du budget et des finances reflète son ferme engagement de poursuivre tous ses efforts afin de faciliter les activités de la Cour. Le Gouvernement du Japon est pleinement confiant dans le fait que la candidate possède les connaissances, l'expertise et l'expérience nécessaires en matière de questions budgétaires et financières, reconnues au niveau international, de façon à apporter une contribution considérable à l'important travail accompli par le Comité.

Curriculum vitae

Informations personnelles

Nom : HARIMOTO Yukiko
Nationalité : Japonaise
Date et lieu de naissance : 1^{er} mai 1968, Nara (Japon)

Diplômes universitaires

- 1995 Maîtrise en analyse et résolution de conflits internationaux, Norman Paterson School of International Affairs (NPSIA), Université Carleton, Ottawa (Canada)
- 1992 Licence en relations internationales, Université Tsuda, Tokyo (Japon)

Expérience professionnelle

- Été 2020 Ministère des affaires étrangères du Japon (réaffectation prévue à Tokyo)
- 2017-2020 Conseillère et consultante juridique, Ambassade du Japon aux Pays-Bas
- Responsabilités incluant notamment le budget de la CPI
 - Dans le cadre du traitement des budgets, acquisition d'une gamme de connaissances et de compétences afférentes relevant de la gestion des ressources humaines, du processus budgétaire et de l'approche stratégique
- 2014-2017 Secrétaire générale adjointe responsable du budget et des finances, Asian-African Legal Consultative Organization (AALCO), Inde
- Supervision des opérations relatives au budget, à l'audit et à la comptabilité de l'Organisation, en sus des activités courantes
- 2010-2013 Première secrétaire, section UNOV/ONUDI, Mission permanente du Japon auprès des organisations internationales à Vienne (Autriche)
- Responsabilités incluant la réforme de la gestion, la supervision et le budget de l'ONUDI
 - Membre du comité de pension du personnel de l'ONUDI
 - Co-présidente du groupe de Genève de l'ONUDI
- 2007-2010 Directrice adjointe et chef de la Section juridique, première division d'Amérique du Nord, Ministère des affaires étrangères
- Responsable des questions juridiques Japon/États-Unis
- 2004-2007 Seconde secrétaire, Section des Nations Unies, Mission permanente du Japon auprès des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève (Suisse)
- Responsabilités incluant la supervision et le budget du HCR
- 2002-2004 Directrice adjointe, Division des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères
- responsable de la supervision et du budget du PNUD et de la FNUAP
- 1992- Entrée au Ministère des affaires étrangères

Langues

Japonais (langue maternelle), anglais (courant)

Français (connaissances de base), allemand (connaissances de base)

4. Sánchez, Mónica (Équateur)

[Original : anglais]

Note verbale

L'ambassade de la République d'Équateur au Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à la note verbale du même Secrétariat n° ICC-ASP/19/SP/12 datée du 16 mars 2020, a l'honneur d'informer que le Gouvernement de la République d'Équateur a décidé de nommer formellement Mme Sánchez Izquierdo candidate à sa propre réélection au Comité du budget des finances pour la période 2021-2023 en vue de l'élection censée se tenir dans le cadre de la 19^e session de l'Assemblée des États Parties à New York du 7 au 17 décembre 2020.

Mme Mónica Sánchez Izquierdo, qui occupe actuellement le poste de présidente de la Commission du budget et des finances, est une experte dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international puisqu'elle siège à la Commission depuis 2012. Son expérience et ses connaissances sont pleinement conformes aux exigences énoncées au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.4 telle que modifiée). Veuillez également trouver ci-joint le curriculum vitae de Mme Mónica Sánchez Izquierdo.

Curriculum vitae

Informations personnelles

Nom : Mónica Soledad Sánchez Izquierdo

Lieu et date de naissance : Latacunga, 22 janvier 1977

Nationalité : équatorienne

Formation

Maîtrise en sciences politiques, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO-Équateur).

Licence en relations internationales, Universidad San Francisco de Quito.

Certificat en communication institutionnelle, Universidad San Francisco de Quito.

Langues

Anglais : niveau avancé, Fulbright Commission.

Français : niveau avancé ; Alliance française, Quito.

Portugais : niveau IV, Instituto Brasileiro de Estudios Culturales IBEC.

Arabe : premier niveau, I

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.

Expérience professionnelle

Conseillère auprès du service diplomatique de l'Équateur

Juin 2020-aujourd'hui

Cabinet du Ministre des relations extérieures et de la mobilité des personnes

Juin 2019-juin 2020

Académie diplomatique

Domaine de la coopération internationale

Mai 2014-juin 2019

Conseillère auprès du service diplomatique de l'Équateur

Chargée d'affaires, fonctions consulaires de l'ambassade de l'Équateur, République d'Argentine

Buenos Aires, Argentine.

Juin 2012-avril 2014

Conseillère pour les questions internationales

Ministère équatorien de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche

Août 2011-juin 2012

Cheffe de cabinet

Bureau du Vice-ministre des relations extérieures et de l'intégration politique

Ministère des relations extérieures

Octobre 2010-août 2011

Deuxième secrétaire

Sous-Secrétariat aux organismes internationaux et suprarégionaux

Département du système des Nations Unies

Septembre 2009-septembre 2010

Conseillère du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies

Questions relatives au développement et à la réforme du système des Nations Unies lors de la 64^e session de l'Assemblée générale

Thèmes administratifs et financiers traités par l'Assemblée générale des Nations Unies

Août 2005-septembre 2009

Délégation de la Mission permanente de l'Équateur auprès du Bureau des Nations Unies, New York

Première Commission

Deuxième Commission. Coordinatrice de résolutions au nom du G77 et de la Chine

Cinquième Commission. Coordinatrice de résolutions au nom du G77 et de la Chine

Assemblée générale. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale

Conseil de sécurité. Domaine du désarmement. Opérations de paix

Mars 2005-août 2005

Première consul. Chargée des questions juridiques et culturelles

Consulat général de l'Équateur, New York

Avril 2003-mars 2005

Cabinet du Ministre équatorien des relations extérieures

Mars 2002-mars 2003

Troisième secrétaire, stagiaire de l'Académie diplomatique Antonio J. Quevedo, Équateur.

Promotion X.

Septembre 1999-février 2002

Chancelière II. Ministère équatorien des relations extérieures

Sous-secrétaire à la souveraineté nationale

Département de la souveraineté territoriale

Expérience acquise au sein du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale**Mandat 2018-2020 : Réélection en tant que membre du Comité par le Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC)**

Présidente du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale en 2020.

Mandat 2015-2017 : Réélection en tant que membre du Comité par le Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC)

Vice-présidente du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale en 2017.

Mandat 2012-2014 : Membre du Comité pour le Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC)

Vice-présidente du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale en 2013.

Autres

2010-2011 : représentante du personnel diplomatique et auxiliaire au sein de la commission d'examen du Ministère des relations extérieures.

5. Shava, Margaret Wambui Ngugi (Kenya)

[original : anglais]

Note verbale

L'ambassade de la République du Kenya au Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de se référer à la note de cette dernière n° ICC-ASP/19/SP/12 datée du 16 mars 2020 et relative à la présentation des candidatures à six (6) postes de membre du Comité du budget et des finances (CBF) et à leur élection.

L'ambassade soumet la candidature de Mme Margaret Wambui Ngugi Shava à sa propre réélection – en tant que membre du Comité du budget et des finances pour le mandat commençant le 21 avril 2021 et se terminant le 31 décembre 2023 – lors des élections prévues dans le cadre de la dix-neuvième session de l'Assemblée des États Parties qui se tiendra à New York du 7 au 17 décembre 2020.

M^{me} Shava a été élue une première fois par l'Assemblée des États Parties en décembre 2017, puis par ses pairs pour occuper le poste de vice-présidente du Comité d'audit de la Cour pénale internationale. En mars 2020, elle a été élue à la présidence dudit Comité d'audit.

Mme Shava, avocate près la Cour suprême du Kenya et consultante en gestion, compte plus de vingt-sept (27) ans d'expérience dans le domaine de la gestion et du conseil juridique. Elle siège à divers conseils et comités et a été recrutée en qualité d'experte pour participer à plusieurs missions de haut niveau. Conformément aux conditions de nomination, vous trouverez ci-joint l'exposé des qualifications et le curriculum vitae de M^{me} Shava.

Exposé des qualifications

Biographie résumée

<i>Éducation</i>	mastère (études démocratiques); baccalauréat en droit (LLB) avec mention; diplôme en droit international public de la Kenya School of Law (KSL), diplôme de Certified Public Secretary (CPS), médiateur certifié.
<i>Expérience</i>	27 ans.
<i>Nationalité</i>	kenyane.
<i>Langues</i>	anglais, kiswahili, français, langues locales.

Affiliation à des organisations professionnelles

- Law Society of Kenya
- Certified Public Secretaries (Kenya)
- Mediation Institute of East Africa

Aperçu de l'expérience professionnelle

- Avocate près la Cour suprême du Kenya depuis 27 ans.
- Gestionnaire de haut niveau ayant exercé la profession d'avocat, des postes dans le secteur privé, ainsi que des responsabilités au sein des Nations Unies, d'une ONG internationale et du secteur public.
- Exercice d'importantes responsabilités financières et budgétaires en matière de collecte de fonds et de gestion de programmes.
- Participation à des décisions du niveau du conseil d'administration dans des domaines touchant au budget, aux finances, à l'administration, à l'audit, à l'évaluation des risques et à la gouvernance.

Principales compétences

- gestion,
- droit commercial et droit des sociétés,

- planification stratégique,
- planification et supervision budgétaires et financières,
- droit des réfugiés et droit humanitaire,
- justice transitionnelle,
- gouvernance d'entreprise,
- médiation,
- communication.

Principales aptitudes et réalisations

2017 Nommée au conseil d'administration de Total Kenya PLC, un groupe international spécialisé dans la commercialisation des hydrocarbures, ainsi qu'à trois comités relevant dudit conseil :

- Risque et gouvernance (en qualité de présidente),
- Audit (en qualité de membre),
- Nominations (en qualité de membre et de secrétaire).

2015 Nommée par le Président comme membre du tribunal chargé d'enquêter sur la conduite du président et du vice-président de la Commission d'éthique et de lutte contre la corruption.

2009 Nommée par le Président comme membre de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation du Kenya avec un statut équivalent à celui de juge de la Cour suprême. Cette fonction incluait la supervision d'un budget de 12,5 millions d'USD et la gestion d'un effectif de 150 personnes, ainsi que la rédaction et la publication du rapport de ladite Commission en six volumes.

2003 Responsable du programme régional pour les Grands Lacs d'International Alert. Responsable stratégique de l'organisation de l'élaboration des programmes nationaux. Responsable directe d'un budget de plus de 250 000 GBP. Création du réseau d'analystes régionaux au Rwanda, au Burundi et en RDC et production du rapport inaugural.

Carrière professionnelle

Plus de 27 ans d'expérience professionnelle en matière de droit, de gestion, de consultations juridiques, d'initiatives de paix et de justice transitionnelle. Ladite expérience a été acquise dans le cadre d'un travail en qualité d'avocate, de fonctionnaire et de responsable dans divers secteurs d'activité, ainsi que dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et d'ONG nationales et internationales.

A été admise comme avocate près la Cour suprême du Kenya après avoir effectué un stage dans l'un des principaux cabinets kenyans. Plusieurs années d'expérience dans l'une des entreprises les plus importantes du pays en qualité d'assistante de la secrétaire générale (dont elle assumait certaines fonctions en l'absence de l'intéressée). A pratiqué le droit des actes translatifs de propriété et le droit commercial dans un gros cabinet d'avocats de Nairobi où elle était pressentie comme associée au moment où elle a décidé de prendre un congé sabbatique de deux ans aux États-Unis. A renforcé ses connaissances spécialisées en gouvernance d'entreprise et en gestion des ressources humaines auprès d'un gros cabinet-conseil de Nairobi avant d'ouvrir le sien.

A étoffé son expérience en matière de formation, de recherche, de rédaction et de renforcement des compétences en effectuant des missions d'audit auprès de diverses ONG spécialisées dans la protection des droits de l'homme. A animé des ateliers d'éducation civique pour le compte de l'Institute for Education in Democracy. A rédigé des documents d'orientation destinés notamment à l'Education Centre for Women in Democracy. A exercé des fonctions d'observateur pour FIDA-Kenya, une ONG au service des femmes jouissant du statut d'observateur aux Nations Unies, dans le cadre des élections générales tenues au Kenya en 1997. A présidé Young Career Women (Kenya), une organisation affiliée à la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales et – à ce titre – dirigé des initiatives en matière de planification stratégique de l'autofinancement des

programmes de l'organisation et élargi le programme d'éducation des filles méritantes de familles pauvres. A participé à des conférences et des ateliers locaux et internationaux. Est intervenue en qualité d'orateur principal lors de la Journée de la femme organisée par l'université catholique d'Afrique de l'Est en 2001. Ancienne élève de l'African Women's Leadership Institute disposant de connaissances spécialisées dans des domaines tels que le féminisme, la planification stratégique et la gestion de projets. Présidente du chapitre kenyan de Women in Law and Development in Africa (Kenya) : une organisation panafricaine de défense des droits des femmes ; a pris en cette qualité des initiatives organisationnelles capitales pour l'élaboration et l'adoption de la Loi kenyane sur les infractions sexuelles : un instrument tenant une part essentielle dans la réforme législative en cours au Kenya. Affectée par le procureur général au groupe de travail chargé de suivre la mise en œuvre de ladite loi.

En qualité de cosecrétaire nommée par la Cour suprême du Kenya, s'est acquittée de sa mission consistant à organiser et à superviser les élections du National Council of Women of Kenya – l'organisation fédérant les ONG vouées à la défense des droits des femmes au Kenya – en tirant parti de ses talents de médiatrice pour concilier les positions antagonistes des différentes factions.

A acquis une vaste expérience au sein du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à la fois au Kenya et à l'étranger. A travaillé pour cette organisation en qualité de juriste chargée de déterminer le statut des réfugiés, d'assistante principale chargée de la protection et de formatrice/animatrice d'ateliers consacrés aux violences sexistes et sexuelles et au droit international des réfugiés. A mené deux missions sur place pour le compte du Haut-Commissariat au Soudan en qualité de conseillère internationale ; a été sélectionnée par le siège du Haut-Commissariat à Genève comme cheffe au Gedaref de l'équipe chargée de déterminer le statut d'Éthiopiens, puis d'Érythréens, sollicitant le statut de réfugiés en vertu de la clause de cessation applicable lorsque les circonstances ont cessé d'exister. A vu son travail cité comme exemple de meilleure pratique et de respect de normes élevées.

A obtenu une note brillante pour sa thèse de mastère consacrée à l'ethnicité et la démocratie au Kenya.

A rejoint International Alert, une ONG de taille moyenne vouée à la recherche de la paix, basée à Londres et exerçant des activités dans le monde entier. A été nommée dans ce cadre responsable du programme régional pour la zone des Grands Lacs africains. A facilité la transition du Forum AMANI – le forum parlementaire des Grands Lacs pour la paix – d'un simple programme d'Alert en une organisation régionale à part entière couvrant le Rwanda, le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, la Zambie et la RDC. A élaboré et coordonné le réseau RAN d'analystes régionaux et lancé les premiers projets de recherche de cette structure consacrés à l'influence des mythes, rumeurs, stéréotypes et préjugés sur les conflits au Rwanda, au Burundi et dans la partie orientale de la RDC. A pris la direction organisationnelle d'un projet d'élaboration d'une stratégie d'Alert au Kenya et, à ce titre, a géré un budget de plus de 250 000 GBP par an.

A sollicité et obtenu, à l'issue d'une procédure ouverte, le poste de membre de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation établie au Kenya conformément au point 4 de l'agenda fixé par l'accord de paix signé en février 2008 pour mettre fin aux violences postélectorales ayant secoué pays. A prêté serment le 3 août 2009 devant le président de la Cour suprême du Kenya après avoir réussi un entretien et s'être soumise à une procédure rigoureuse de contrôle.

Après avoir mené à bien les travaux de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation jusqu'à sa dissolution en août 2013, a effectué plusieurs missions de conseil juridique dont la dernière vise la participation des femmes au processus de paix en Colombie.

En janvier 2015, a ouvert un cabinet d'avocats travaillant pour un petit groupe de clients choisis – à la fois nationaux et internationaux – relevant de plusieurs secteurs d'activité.

Éducation

Université de Leeds, Royaume-Uni, maîtrise en étude démocratique dans le cadre d'une bourse de la Fondation Ford. Université de Buckingham, Royaume-Uni, licence en droit (BA) avec mention grâce à une bourse Chevening accordée par le British Council. Avocate près la Cour suprême du Kenya. Agréée comme CPA (Certified Public Secretary) au Kenya. Certificat en pétrole & gaz du Strathmore University Extractives Industry Centre, Strathmore Law School. Certificat en droit de la concurrence de la Kenya School of Law. Médiateur certifié.

Expérience

Actuellement membre

- du conseil d'administration de TOTAL Kenya PLC, dont elle préside le comité Risque et gouvernance tout en étant membre du comité d'audit et du comité des nominations,
- du conseil d'administration du Jockey Club du Kenya,
- du conseil d'administration de diverses entreprises familiales,
- du comité consultatif d'une Église (au sein duquel elle s'occupe plus particulièrement des questions juridiques et financières).

Janvier 2015 jusqu'à présent

Propriétaire d'un cabinet d'avocats

Associée fondatrice de Ngugi Shava & Associates, un cabinet d'avocats spécialisé en droit commercial et en droit des sociétés. Dotée de connaissances spécifiques en droit commercial et en droit des actes translatifs de propriété disposant de connaissances spécialisées dans le domaine des activités extractives, du pétrole et du gaz, du droit de la concurrence et de la planification successorale ; conseillère juridique dans le domaine des activités hippiques, de l'aéronautique et de l'environnement.

Septembre 2013 jusqu'à aujourd'hui

Consultante et experte indépendante

Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale à La Haye.

Présidente du Comité d'audit de la Cour pénale internationale à La Haye ; à ce titre, ses fonctions consistent essentiellement à prodiguer des conseils d'expert relatifs à un budget d'environ 145 millions d'EUR à l'Assemblée des États parties.

Membre du groupe d'experts recrutés en février 2017 par UN Women, Colombie, pour prodiguer des conseils sur la mise en œuvre du système intégré de justice transitionnelle avec prise en compte des besoins particuliers des femmes et des minorités. A participé à des réunions de haut niveau et formulé des recommandations ayant eu un impact sur le processus.

Membre du Conseil danois des réfugiés.

Nommée par le Secrétaire général du Commonwealth membre du groupe d'observateurs dit « Eminent Persons Observer Group » chargée de superviser les élections de 2015 en République de Tanzanie.

Nommée, par Son Excellence le Président de la République, membre du tribunal chargé d'enquêter sur le président et le vice-président suspendus de la Commission du Kenya pour l'éthique et la lutte anticorruption.

A donné plusieurs conférences et participé à divers projets de recherche. A animé des ateliers notamment dans le cadre de l'initiative Nansen (Genève) sur le changement climatique et les mouvements de personnes.

Juillet 2009 –août 2013

Commission Vérité, Justice et Réconciliation du Kenya – commissaire

Après la tenue des élections générales au Kenya en décembre 2007, des violences généralisées ont éclaté en raison de la contestation des résultats de l'élection présidentielle. Les événements qui ont suivi ont plongé le Kenya dans la plus grave crise politique survenue depuis l'accès à l'indépendance et compromis la stabilité de l'État et la viabilité de la nation. À l'issue d'un processus de dialogue national, l'une des institutions mises en place pour traiter les problèmes à long terme ayant conduit à la crise a été la Commission Vérité, Justice et Réconciliation.

Au terme d'un processus national de sélection, six commissaires kenyans ont été nommés par S.E. le Président de la République du Kenya le 22 juillet 2009 pour diriger l'institution, de concert avec trois commissaires internationaux nommés par le Groupe des Sages de l'Union africaine. Ces commissaires jouissent d'un statut comparable à celui des juges de la Cour suprême.

Au plus fort de ses opérations, la Commission employait approximativement 150 personnes et disposait d'un budget de plus d'un milliard de KES (shillings kenyans) soit environ 12,5 millions d'USD.

Basée à Nairobi mais se déplaçant fréquemment à travers le pays, la Commission assurait la direction stratégique du processus. Ses tâches comprenaient la conception du processus, le recrutement du personnel clé, la liaison avec les principaux organes et fonctionnaires du gouvernement ainsi qu'avec les organisations internationales, la collecte de fonds et la tenue d'audiences publiques, toutes tâches ayant abouti à la production du rapport final. Ce dernier a été présenté à S. E. le Président de la République du Kenya le 22 mai 2013 et largement diffusé ensuite sur Internet, dans la presse et dans les forums de discussion, des exemplaires imprimés ayant été par ailleurs remis aux membres de l'exécutif, du législatif et du judiciaire. Membre des comités des finances et de l'administration, ainsi que des communications. Commissaire dirigeant les groupes de travail chargés respectivement de la rédaction des rapports et des recherches.

Parmi les principales réalisations à mettre au compte de Mme Shava, il convient de citer sa contribution et sa participation décisives aux travaux de la Commission, lesquels ont permis d'asseoir l'autorité de cet organe après un début controversé ; l'encadrement des audiences publiques, notamment celles consacrées aux femmes et aux enfants et celles consacrées aux réfugiés ; la représentation de la Commission dans des forums publics locaux ou internationaux ; la participation active à des interventions devant le Parlement, le ministère de la Justice et le ministère des Finances ; la finalisation et la production du rapport, ainsi que sa diffusion. Organisatrice principale et participante clé aux audiences consacrées aux réfugiés kenyans dans le camp de Kiriyaandongo en Ouganda.

Juin 2003 – juillet 2009

International Alert - Administrateur principal de programmes - Grands Lacs

Fondée il y a 21 ans par Martin Ennals, ancien secrétaire général d'Amnesty International, Alert est l'OING pionnière dans ce domaine. Actuellement basée à Nairobi, au Kenya, elle poursuit des programmes à vocation régionale dans les pays de la région des Grands Lacs d'Afrique. Elle fournit une vue d'ensemble des liens entre les programmes nationaux d'Alert dans la région et les initiatives et perspectives régionales. À cette fin, elle établit des partenariats avec des décideurs politiques de haut niveau, tels que des

parlementaires et des chefs religieux, avec des chercheurs et des analystes indépendants, ainsi qu'avec des organisations de recherche et de défense des femmes, afin d'influencer la paix dans toute la région. Parmi les principales réalisations, il convient de citer la transition du Forum parlementaire des Grands Lacs sur la paix – le Forum AMANI – d'un programme d'Alert à une organisation indépendante couronnée de succès. Alert a facilité la naissance du Réseau des analystes régionaux (RAN) et la coordination de son projet de recherche inaugural sur l'impact des rumeurs, des mythes, des préjugés et des stéréotypes sur les conflits. Elle a aussi coordonné un important projet de recherche en partenariat avec l'Initiative de soutien sous-régional de l'Afrique de l'Est pour la promotion des femmes (EASSI) sur la participation des femmes aux transitions politiques. Alert est également membre fondateur du Forum œcuménique des Grands Lacs – GLEF – qui réunit des dirigeants religieux de diverses confessions pour rechercher des solutions aux conflits violents qui secouent la région, tant au niveau des collectivités locales qu'à celui des responsables politiques nationaux. Alert joue un rôle essentiel dans la collecte de fonds, y compris en matière de rédaction de propositions et de liaison avec les donateurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région. Alert a fait pression pour obtenir le statut d'observateur à la Conférence internationale dans la région des Grands Lacs. Elle est parvenue à établir des relations avec divers dirigeants politiques et religieux pour faciliter la réalisation de ses objectifs. Elle a pris la parole lors de diverses réunions régionales orchestrées par des organisations, notamment le Forum parlementaire sur les armes légères et le Fonds d'action urgente pour l'Afrique.

Septembre 2002 – mai 2003

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Siège, Genève (Consultante)

Cheffe d'équipe, exercice de détermination du statut de réfugié (DSR) des réfugiés érythréens au Gedaref, dans le nord-est du Soudan, en vertu de la clause de cessation applicable lorsque les circonstances ont cessé d'exister. Coordination et supervision d'équipes – dans les États de Wad Medani et de Gedaref – comprenant jusqu'à 60 juristes du HCR et leurs homologues gouvernementaux, chacun étant assisté par des interprètes, des greffiers et des chauffeurs placés également sous ma supervision directe. Élaboration de plans de travail en vue d'atteindre l'objectif dans les délais impartis, fourniture de conseils sur les questions juridiques, liaison avec les responsables gouvernementaux et le coordinateur de la DSR à Khartoum, ainsi qu'avec le siège du HCR à Genève ; déplacements constants sur une zone d'environ 40 000 km, pour superviser les équipes dans les camps de réfugiés périphériques. A dirigé la première équipe ayant réussi l'exercice.

1998, 1999, 2000, 2001

A fourni divers services en qualité de consultante, notamment l'animation d'ateliers de formation sur la violence sexuelle et sexiste dans les camps de réfugiés de Kakuma et de Dadaab du HCR ; la réalisation de travaux en matière de DSR et de réinstallation pour le compte du HCR ; la rédaction de rapports et l'organisation d'ateliers pour le HCR ; l'animation d'ateliers et la réalisation de recherches pour diverses ONG telles que FIDA-Kenya.

***Septembre 2001 – août 2002**

(Congé sabbatique d'étude au Royaume-Uni - sans emploi formel)

Octobre 2000 – février 2001

Consultante pour le HCR, examinateur juridique/agent de protection, Soudan

Envoyée au Soudan pour un exercice de DSR, en vertu de l'application de la clause de cessation – opposable lorsque les circonstances ont cessé d'exister – à tous les réfugiés éthiopiens d'avant 1991, déployés pour mener un exercice de DSR au Soudan. Nommée chef d'équipe d'abord au Wad Medani, puis au Gedaref. Après la conclusion réussie de cet exercice, déployée pour mener à bien la DSR des combattants militaires érythréens dans le camp de Shagarab. Lors de l'ouverture du bureau annexe du HCR à Kassala après des escarmouches militaires, préparation de la détermination du statut des réfugiés éthiopiens d'avant 1991 dans la région de Kassala. Pendant la période des fêtes de fin d'année, chargée

d'assumer les responsabilités de l'officier de protection du bureau annexe du HCR à Es Showak, en l'absence de l'intéressé parti en congé. A mené un exercice de DSR à New Halfa et à Kassala. A contribué à la conclusion de l'exercice de DSR à Khartoum. A organisé une session de formation pour l'équipe DSR à Khartoum sur la réinstallation. A dirigé une équipe chargée de l'identification et du traitement des cas de réinstallation.

Juin 1999 – octobre 2000

***HCR, bureau de Nairobi, et centre de service régional du HCR, Nairobi
(assistante principale de protection)***

A effectué une grande variété de tâches juridiques relevant de la Division des services de la protection internationale. Sous la responsabilité du Haut-Commissaire assistante chargée de la protection, M^{me} Shava s'est occupée de tous les aspects de la protection internationale des droits des réfugiés : entretiens directs avec les réfugiés, rédaction de rapports et détermination du statut, interventions auprès des pouvoirs exécutif et judiciaire, liaison avec les bureaux du HCR dans le monde entier (ainsi qu'avec les gouvernements et les missions diplomatiques), facilitation de solutions durables pour les réfugiés telles que l'intégration locale, la réinstallation et le rapatriement volontaire.

Juin 1998 – décembre 1998

Bureau du HCR à Nairobi (consultante en matière de sélection sur la base de critères juridiques, coordinateur adjoint)

Détermination du statut des demandeurs d'asile au regard du droit international des réfugiés. Remplacement, en l'absence de l'intéressé, du coordinateur de projet pour les questions juridiques et administratives.

Septembre 1997 – avril 1998

TACK International Management Consultants (consultante)

A participé à des missions de formation en matière de gestion et à la mise en place de l'unité de sélection de cadres.

***Février 1995 – août 1997**

(résidente aux États-Unis sans emploi formel)

Février 1994 – février 1995

Cabinet Archer & Wilcock, Advocates (avocate)

Consultante juridique adjointe pour la procédure de translation de propriété de grands ensembles de logements urbains. A travaillé en étroite collaboration avec l'associé principal sur les questions commerciales et successorales. A représenté l'associé principal au sein du groupe de travail du procureur général sur les médias.

Juillet 1991 – août 1993

Références de crédit pour Kenya Limited (chef de service juridique)

Membre clé de l'équipe responsable de la création de la première agence de notation de crédit au Kenya. A dirigé le département juridique, recruté et supervisé le personnel, administré une unité commerciale.

Janvier 1990 – juin 1991

Kenya Breweries Limited (assistante du directeur de la société)

A assisté le directeur du groupe dans ses fonctions pour ce qui concerne les questions juridiques et administratives, la gestion des ressources humaines et le secrétariat.

Avril 1988 – décembre 1989***Cabinet Waruhiu & Muite, Advocates (stagiaire)***

Apprentissage de la pratique juridique conformément aux exigences énoncées dans la Loi sur la profession d'avocat.

Affiliations

Law Society of Kenya

Membre

Certified Public Secretaries of Kenya

Membre

Mediation Training Institute of East Africa

Alumnus

ICGLR Levy Mwanawasa Regional Centre for Democracy and Good Governance

Membre

Kenya Women in Mining Caucus

Membre

WiLDAF - Kenya

(Women in Law and Development in Africa, une organisation panafricaine vouée à la défense des droits des femmes)

Ancienne présidente

FIDA - Kenya

(Federation of Women Lawyers – Kenya)

Membre

African Women's Leadership Institute

Alumnus

British Council

Membre**Ancienne boursière Chevening**

Ford Foundation

Ancienne boursière

Young Career Women

(membre affiliée de la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales)

Ancienne présidente

Références

1. M. Njoki S Ndungu
Juge
Supreme Court of Kenya
High Court Building

City Hall Way
 P O Box 30041 – 00100
 NAIROBI, KENYA
 Tél. : +254 (0)20 222 1221
 Portable : +254 (0)721 430 630
 E-mail : ndungunjoki@yahoo.com

2. SC Paul K Muite
 Conseiller principal, avocat
 NAIROBI, KENYA
 Portable : +254 (0)733 732 801
 E-mail : muite.paul@gmail.com
3. Professeur Frank Okuthe-Oyugi
 Professeur de sciences politiques
 Directeur exécutif, Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL)
 Levy Mwanawasa Regional Centre for Democracy and Good Governance
 LUSAKA
 ZAMBIE
 Tél. : +260 211 237 320 (ZAMBIA)
 Portable : +260 978 380 200 (ZAMBIA) ou +254 722 519 801 (KENYA)
 E-mail : frank.okuthe@icglr.org ou f.okuthe@gmail.com
4. M^{me} Jane Wanjiru Muigai Kamphuis
 Directrice et fondatrice
 Toolkit Institute Limited
 NAIROBI, KENYA
 Tél. : +254 733 802 855
 E-mail : Toolkit@toolkitinstitute.com

Curriculum vitae

Biographie résumée

<i>Éducation</i>	mastère (études démocratiques); baccalauréat en droit (LLB) avec mention; diplôme en droit international public de la Kenya School of Law (KSL), diplôme de Certified Public Secretary (CPS), médiateur certifié.
<i>Expérience</i>	27 ans.
<i>Nationalité</i>	kenyane.
<i>Langues</i>	anglais, kiswahili, français, langues locales.

Aperçu de l'expérience professionnelle

- Gestionnaire de haut niveau ayant exercé la profession d'avocat, des postes dans le secteur privé, ainsi que des responsabilités au sein des Nations Unies, d'une ONG internationale et du secteur public.
- Exercice d'importantes responsabilités financières et budgétaires en matière de collecte de fonds et de gestion de programmes.
- Participation à des décisions du niveau du conseil d'administration dans des domaines touchant au budget, aux finances, à l'administration, à l'audit, à l'évaluation des risques et à la gouvernance.

Actuellement membre du conseil d'administration ou d'une structure de contrôle de/du/de la :

- TOTAL Kenya PLC (groupe international spécialisé dans la commercialisation des hydrocarbures),
- Cour pénale internationale,
- Jockey Club of Kenya (organisme de réglementation des activités hippiques),
- Entreprises familiales dans divers secteurs d'activité (immobilier, commerce et agriculture),

- Comité consultatif d'une Église.

Principales compétences

- gestion,
- droit commercial,
- gouvernance d'entreprise,
- médiation,
- planification stratégique,
- communication.

Expérience récente

Janvier 2015 jusqu'à aujourd'hui

Propriétaire d'un cabinet d'avocats

Spécialisée en droit commercial et en droit des actes translatifs de propriété disposant de connaissances spécifiques dans le domaine des activités extractives, du pétrole et du gaz, du droit de la concurrence et de la planification successorale ; conseillère juridique dans le domaine des activités hippiques, de l'aéronautique et de l'environnement.

Septembre 2013 jusqu'à aujourd'hui

Consultante indépendante

Membre du Comité du budget et des finances et présidente du Comité d'audit de la Cour pénale internationale à La Haye ; à ce titre, ses fonctions consistent essentiellement à prodiguer des conseils d'expert relatifs à un budget d'environ 145 millions d'EUR à l'Assemblée des États parties.

Conseillère spécialisée auprès de Humanitarian Dialogue : une organisation vouée à la médiation et basée en Suisse.

Membre du groupe d'experts recrutés en février 2017 par UN Women, Colombie, pour prodiguer des conseils sur la mise en œuvre du système intégré de justice transitionnelle avec prise en compte des besoins particuliers des femmes et des minorités. A participé à des réunions de haut niveau et formulé des recommandations ayant eu un impact sur le processus.

Nommée par le Secrétaire général du Commonwealth membre du groupe d'observateurs dit « Eminent Persons Observer Group » chargé de superviser les élections de 2015 en République de Tanzanie.

A donné plusieurs conférences et participé à divers projets de recherche. A animé des ateliers notamment dans le cadre de l'initiative Nansen (Genève) sur le changement climatique et les mouvements de personnes.

Carrière professionnelle

Plus de 27 ans d'expérience professionnelle en matière de droit, de gestion, de consultations juridiques, d'initiatives de paix et de justice transitionnelle. Ladite expérience a été acquise dans le cadre d'un travail en qualité d'avocate, de fonctionnaire et de responsable dans divers secteurs d'activité ainsi que dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et d'ONG nationales et internationales. Parmi les principaux domaines de compétence, il convient de citer le droit des sociétés et le droit commercial, la gouvernance, le pétrole et le gaz, les droits de l'homme, le droit international des réfugiés et l'égalité des sexes.

A été admise comme avocate près la Cour suprême du Kenya après avoir effectué un stage dans un des principaux cabinets kenyans. Plusieurs années d'expérience dans l'une des entreprises les plus importantes du pays en qualité d'assistante de la secrétaire générale (dont elle assumait certaines fonctions en l'absence de l'intéressée). A pratiqué le droit des actes translatifs de propriété et le droit commercial dans un gros cabinet d'avocats de Nairobi où elle était pressentie comme associée au moment où elle a décidé de prendre un congé

sabbatique de deux ans aux États-Unis. A renforcé ses connaissances spécialisées en gouvernance d'entreprise et en gestion des ressources humaines auprès d'un gros cabinet-conseil de Nairobi avant d'ouvrir le sien.

A étoffé son expérience en matière de formation, de recherche, de rédaction et de renforcement des compétences en effectuant des missions d'audit auprès de diverses ONG spécialisées dans la protection des droits de l'homme. A animé des ateliers d'éducation civique pour le compte de l'Institute for Education in Democracy. A rédigé des documents d'orientation destinés notamment à l'Education Centre for Women in Democracy. A exercé des fonctions d'observateur pour FIDA-Kenya, une ONG au service des femmes jouissant du statut d'observateur aux Nations Unies, dans le cadre des élections générales tenues au Kenya en 1997. A présidé Young Career Women (Kenya), une organisation affiliée à la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales et – à ce titre – dirigé des initiatives en matière de planification stratégique de l'autofinancement des programmes de l'organisation et élargi le programme d'éducation des filles méritantes de familles pauvres. A participé à des conférences et des ateliers locaux et internationaux. Est intervenue en qualité d'orateur principal lors de la Journée de la femme organisée par l'université catholique d'Afrique de l'Est en 2001. Ancienne élève de l'African Women's Leadership Institute disposant de connaissances spécialisées dans des domaines tels que le féminisme, la planification stratégique et la gestion de projets. Présidente du chapitre kenyan de Women in Law and Development in Africa (Kenya) : une organisation panafricaine de défense des droits des femmes ; a pris en cette qualité des initiatives organisationnelles capitales pour l'élaboration et l'adoption de la Loi kenyane sur les infractions sexuelles : un instrument tenant une part essentielle dans la réforme législative en cours au Kenya. Affectée par le procureur général au groupe de travail chargé de suivre la mise en œuvre de ladite loi.

En qualité de cosecrétaire nommée par la Cour suprême du Kenya, s'est acquittée de sa mission consistant à organiser et à superviser les élections du National Council of Women of Kenya – l'organisation fédérant les ONG vouées à la défense des droits des femmes au Kenya – en tirant parti de ses talents de médiatrice pour concilier les positions antagonistes des différentes factions.

A acquis une vaste expérience au sein du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à la fois au Kenya et à l'étranger. A travaillé pour cette organisation en qualité de juriste chargé de déterminer le statut des réfugiés, d'assistante principale chargée de la protection et de formatrice/animatrice d'ateliers consacrés aux violences sexistes et sexuelles et au droit international des réfugiés. A mené deux missions sur place pour le compte du Haut-Commissariat au Soudan en qualité de consultante internationale ; a été sélectionnée par le siège du Haut-Commissariat à Genève comme cheffe au Gedaref de l'équipe chargée de déterminer le statut d'Éthiopiens, puis d'Érythréens, sollicitant le statut de réfugié en vertu de la clause de cessation applicable lorsque les circonstances ont cessé d'exister.

A obtenu une note brillante pour sa thèse de maîtrise consacrée à l'ethnicité et la démocratie au Kenya.

A rejoint International Alert, une ONG de taille moyenne vouée à la recherche de la paix, basée à Londres et exerçant des activités dans le monde entier. A été nommée dans ce cadre responsable du programme régional pour la zone des Grands Lacs africains. A facilité la transition du Forum AMANI – le forum parlementaire des Grands Lacs pour la paix – d'un simple programme d'Alert en une organisation régionale à part entière couvrant le Rwanda, le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, la Zambie et la RDC. A élaboré et coordonné le réseau RAN d'analystes régionaux et lancé les premiers projets de recherche de cette structure consacrés à l'influence des mythes, rumeurs, stéréotypes et préjugés sur les conflits au Rwanda, au Burundi et dans la partie orientale de la RDC. A pris la direction organisationnelle d'un projet d'élaboration d'une stratégie d'Alert au Kenya et, à ce titre, a géré un budget de plus de 250 000 GBP par an.

A sollicité et obtenu, à l'issue d'une procédure ouverte, le poste de membre de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation établie au Kenya conformément au point 4 de l'agenda fixé par l'accord de paix signé en février 2008 pour mettre fin aux violences

postélectorales ayant secoué le pays. A prêté serment le 3 août 2009 devant le président de la Cour suprême du Kenya après avoir réussi un entretien et s'être soumise à une procédure rigoureuse de contrôle.

A pris une part prépondérante aux travaux de diverses commissions, notamment dans le domaine de la finance et de l'administration, ainsi que de la supervision d'un budget pouvant atteindre 12,5 millions d'USD.

Après avoir mené à bien les travaux de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation jusqu'à sa dissolution en août 2013, a effectué plusieurs missions de conseil juridique dont la dernière vise la participation des femmes au processus de paix en Colombie.

En janvier 2015 a ouvert un cabinet d'avocats travaillant pour un petit groupe de clients choisis – à la fois nationaux et internationaux – relevant de plusieurs secteurs d'activité.

Membre de plusieurs conseils d'administration y compris chez Total Kenya PLC, dont elle préside le comité d'évaluation des risques de gouvernance et au comité d'audit duquel elle siège également.

Éducation

Université de Leeds, Royaume-Uni, mastère en étude démocratique dans le cadre d'une bourse de la Fondation Ford. Université de Buckingham, Royaume-Uni, licence en droit (BA) avec mention grâce à une bourse Chevening accordée par le British Council. Avocate près la Cour suprême du Kenya. Agréée comme CPA (Certified Public Secretary) au Kenya. Certificat en pétrole & gaz du Strathmore University Extractives Industry Centre, Strathmore Law School. Certificat en droit de la concurrence de la Kenya School of Law.

Références et affiliations

Disponibles sur demande

6. Sopková, Elena (Slovaquie)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République slovaque auprès du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à sa note ICC-ASP/19/SP/12 du 16 mars 2020, a l'honneur de lui signaler que le Gouvernement slovaque a décidé de présenter la candidature de M^{me} Elena Sopková à sa réélection au Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale pour la période 2021-2023 en vue des élections qui se tiendront dans le cadre de la 19^e session de l'Assemblée des États Parties censée se tenir à New York du 7 au 17 décembre 2020.

Dans le cadre de sa carrière professionnelle, M^{me} Elena Sopková a acquis une profonde connaissance et une vaste expérience en matière de comptabilité, d'évaluation, de gestion de projet, de budgétisation et de contrôle financier des institutions financières nationales et internationales. En sa qualité de membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale depuis 2003, elle a sérieusement contribué aux efforts visant à faire de la Cour un outil efficace du système de justice pénale internationale.

En raison des connaissances et de l'expérience considérable acquises dans le cadre de sa carrière, M^{me} Elena Sopková remplit parfaitement les exigences énoncées au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution établissant le Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.4) en vertu duquel les membres du Comité doivent être des experts dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

Exposé des qualifications

Mme Elena Sopková est une spécialiste des questions financières dont la réputation et l'expérience sont reconnues au niveau national et international. Son curriculum vitae, qui est joint à la présente note, atteste de son expérience des questions financières et économiques, et des diverses fonctions gouvernementales et internationales qu'elle a assumées. Elle est actuellement membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale. Ayant exercé, pendant sept ans, les fonctions de Directrice du Département des affaires fiscales internationales, elle a acquis une vaste expérience des questions financières internationales et participé à de nombreuses négociations internationales. Mme Sopková est de nationalité slovaque. Elle maîtrise parfaitement l'anglais et possède des connaissances avancées en français.

Curriculum vitae

Informations personnelles

Nom de famille : Sopková
 Prénom : Elena
 Date de naissance : 27.7.1954
 Lieu de naissance : Trnava, République slovaque
 État civil : mariée, deux enfants

Éducation

2004 : Entreprise de contrôle technique RWTUV (Bratislava) – Auditeur des systèmes de gestion de la qualité EN ISO 9001:2000.
 2003 : Agence pour le développement rural – gestionnaire de projets certifié.

- 2000-2002 : Institut des hautes études de l'Université des sciences économiques de Bratislava, spécialiste des évaluations économiques et techniques.
- 1973-1978 : Faculté de commerce de l'Université des sciences économiques de Bratislava, mastère.
- 1969-1973 : École secondaire d'économie à Bratislava, ingénieur en économie.

Études spécialisées à l'étranger

- 1998 : Centre d'études de l'OCDE à Budapest : formation sur les prix de transfert.
- 1997 : Centre d'études de l'OCDE à Vienne : formation à l'intention des négociateurs de conventions fiscales.
- 1993-1996 : Chambre de commerce et d'industrie à Bruxelles : étude de la langue française.

Expérience professionnelle

- depuis 2003 : Spécialiste agréée des évaluations juridiques, économiques et analytiques au ministère slovaque de la Justice : services de conseil auprès de juges et de différentes entités juridiques pour tout problème d'ordre économique (impôts, écritures comptables et budgétisation concernant une procédure juridique) ; rédaction des rapports indispensables aux juges pour prendre une décision juridique à l'échelle nationale et internationale ; évaluation des biens des entreprises souhaitant s'inscrire auprès du Tribunal des registres et évaluation de dommages en vue d'une réparation ; évaluation de la gestion du risque, de la gestion de projets, de la budgétisation, du contrôle financier et de la gestion des ressources humaines.
- 2002 – 2003 : Société par actions KZT : spécialiste des évaluations, élaboration de systèmes de planification stratégique corrélés à la budgétisation pour les entreprises et leurs cadres ; gestion budgétaire et stratégique ; formulation d'avis sur la stratégie à suivre, l'efficacité et l'optimisation de l'entreprise ; réorganisation et rationalisation des opérations et des structures administratives dans le cadre d'une analyse et d'une redéfinition des processus d'entreprise.
- 1996 – 2002 : Ministère slovaque des Finances : directrice du département des affaires fiscales internationales.
- 1993 – 1996 : Ambassade de la République slovaque auprès du Royaume de Belgique (ministère des Affaires étrangères) – économiste au département économique et commercial.
- 1992 – 1993 : Ambassade de la République fédérale tchèque et slovaque à Kinshasa (République démocratique du Congo) – économiste.
- 1991 – 1992 : Entreprise d'audit, Audit Company, Ltd. – cofondatrice et propriétaire de l'entreprise, auditeur.
- 1985 – 1991 : Bureau central des finances de Bratislava : directrice du service des contrôles financiers.
- 1978 -1985 : *Interhotels Bratislava AMD Hotel Borik*, économiste au sein du service de la comptabilité.

Autres activités professionnelles

- Depuis 2019 : Conseillère économique, *Expert Group*, k.s., Bratislava
- Depuis 2016 : Membre du Comité d'audit de la Cour pénale internationale.
2016-2019 : vice-présidente de cet organe.
- Since 2003 : Membre du Comité du budget et des finances (CBF) de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye.

2007 – 2015 : Chargée de cours à la faculté d'économie de l'université paneuropéenne.

2007 – 2008 : Vice-présidente du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale : une juridiction qui a marqué une étape importante dans le renforcement du droit humanitaire. Le principal objectif du CBF est de conseiller l'Assemblée des États parties et la Cour en matière de gestion stratégique et financière, d'optimisation financière et de budgétisation.

Depuis 2002 : Association slovaque des experts en évaluation économique : membre du conseil d'administration spécialisée dans la coopération en matière de préparation des actes et règlements dans les domaines budgétaire, financier et fiscal.

Depuis 2003 : Centre des femmes chefs d'entreprise TOP, association indépendante non gouvernementale : coordinatrice de projets et chargée de cours, conférencière lors d'ateliers visant à stimuler l'entrepreneuriat féminin en Slovaquie et à l'échelle internationale ; TCB est un organisme observateur de l'Association internationale des femmes d'affaires basée à Paris (FCEM, Les Femmes Chefs d'Entreprises Mondiales).

1996 – 1998 : Ministère slovaque des Finances : négociatrice chargée plus spécialement des aspects fiscaux du processus d'adhésion de la Slovaquie aux cadres d'imposition de l'OCDE.

Langue

Slovaque : Langue maternelle

Tchèque : Courant

Anglais : Courant

Français : Courant

Allemand : Connaissance passive

Russe : Connaissance passive

Autres compétences

Compétences informatiques : Bonne maîtrise des ordinateurs personnels, de Microsoft Word, d'Excel et d'Internet.

Autre : Permis de conduire.
